



Lettre hebdomadaire CIFFA n°44, jeudi 02 juillet 2026.

Jean-Noël VIEILLE- Chef Economiste et Analyste financier

De l'eau dans le gaz dans l'accord Iran / Etats-Unis

L'envoyé américain Steve Witkoff et le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, sont arrivés à Doha mardi, dans le cadre d'une initiative visant à consolider un cessez-le-feu fragile avec l'Iran après que des frappes réciproques ont mis en péril l'accord. Majed al-Ansari, porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Qatar, a déclaré que Witkoff et Kushner rencontreraient des responsables qataris, mais qu'aucune discussion directe entre les États-Unis et l'Iran n'était prévue. Esmaeil Baghaei, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a déclaré que le pays n'avait pas l'intention de rencontrer les négociateurs américains, mais qu'il envoyait une délégation à Doha pour des entretiens avec le Qatar, médiateur du cessez-le-feu, sur la mise en œuvre de l'accord. Cela comprenait des actions de lobbying pour obtenir le déblocage des avoirs iraniens gelés au Qatar, une des conditions du mémorandum d'entente signé entre l'Iran et les États-Unis au début du mois. MM. Steve Witkoff et Jared Kushner sont à Doha pour rencontrer des médiateurs et des responsables qataris, a déclaré al-Ansari. Les discussions porteront sur des questions régionales, notamment les négociations avec l'Iran et la situation au Liban. Ils ne sont pas là pour négocier avec les Iraniens. Les pourparlers de Doha témoignent des efforts déployés par les deux pays pour empêcher que les récents combats ne dégénèrent et ne relancent la guerre ouverte qui a débuté en février, lorsque les États-Unis et Israël ont attaqué la République islamique. La semaine dernière, Washington a accusé l'Iran d'avoir attaqué des navires dans le Golfe et a riposté en ciblant les infrastructures militaires iraniennes, notamment les installations de stockage de drones et les capacités de pose de mines. Un responsable américain a déclaré par la suite que les deux parties avaient convenu de cesser les attaques, le président américain ajoutant lundi que Téhéran avait demandé une réunion. L'Iran a démenti la tenue de pourparlers directs, et Trump a ensuite nuancé ses propos en déclarant : La réunion sera peut-être importante, peut-être pas. La trêve prolonge de 60 jours un cessez-le-feu initialement mis en place en avril pour donner aux négociateurs le temps de régler les différends en suspens entre les deux pays, notamment concernant le programme nucléaire iranien. Aux termes de l'accord, Téhéran s'est engagé à rouvrir le détroit stratégique d'Ormuz et à permettre au trafic maritime de revenir progressivement à son niveau d'avant-guerre, tandis que les États-Unis ont accepté de lever leur blocus naval des ports iraniens et de débloquer une partie des fonds iraniens détenus à l'étranger. Les pourparlers de Doha visaient à s'appuyer sur les négociations tenues en Suisse une semaine auparavant, au cours desquelles les parties belligérantes avaient convenu d'établir une ligne directe pour le détroit afin de lutter contre la désinformation et de permettre la coordination lors du déminage. Les autorités iraniennes ont indiqué qu'elles ne transigeraient pas sur leur contrôle du détroit, insistant sur le fait que seules les routes maritimes désignées par le Corps des gardiens de la révolution islamique seraient considérées comme sûres. L'accord de Trump avec l'Iran est préférable à la guerre en cours. Depuis, l'Iran est frustré par l'ouverture, par Oman, allié des États-Unis, d'une voie de passage séparée dans le détroit, ce qui a réduit le contrôle de Téhéran sur cette voie maritime, et a indiqué qu'aucun autre pays ne devrait participer au déminage. Les négociateurs américains auraient reçu une proposition d'Oman concernant un projet de perception de droits de passage

De nouvelles négociations pour maintenir l'accord en vie.

L'Iran ne souhaite plus discuter avec la délégation américaine.

De part et d'autre, la désinformation est importante, il est difficile de statuer sur la suite des événements.

L'Iran souhaite garder le contrôle du détroit d'Ormuz.

L'Iran et Oman seraient d'accord sur la mise en place d'un nouveau protocole.

après des navires traversant le détroit. Les responsables américains auraient exprimé des réserves quant à cette proposition, mais les négociateurs pensent qu'une solution peut être trouvée. Mohammad Bagher Ghalibaf, principal négociateur iranien et ancien chef militaire, a déclaré mardi que l'Iran et Oman s'étaient mis d'accord sur tous les arrangements et services juridiques pendant les 30 premiers jours du cessez-le-feu et qu'ils coordonneraient leurs politiques. S'exprimant à la télévision d'État, il a déclaré que les États-Unis n'étaient pas en mesure d'établir une nouvelle voie maritime à travers les eaux omanaises et a insisté sur le fait que le contrôle de l'Iran sur le détroit était certain. L'Iran exerce sa souveraineté sur le détroit d'Ormuz et en est responsable de l'administration, a déclaré Ghalibaf. Nous ne renoncerons en aucun cas à cette position. La réouverture du détroit, par lequel transite normalement environ un cinquième du pétrole et du gaz mondiaux, est une priorité pour le président américain à l'approche des élections de mi-mandat de novembre, donc Trump pourrait une nouvelle fois céder aux exigences iraniennes.

Toujours une forte hausse du Nikkei.

01/07/2026	Perf 2026	Perf semaine	Perf Juin	Perf 2025	Perf 2024
Cac 40	2,3%	-0,6%	2,7%	10,4%	-2,15%
Eurostoxx 50	8,5%	1,1%	4,6%	18,3%	8,28%
DAX	2,2%	1,2%	-0,4%	23,0%	18,85%
Dow Jones	8,8%	0,9%	2,5%	13,0%	12,88%
Nasdaq	12,0%	2,2%	-2,8%	20,4%	27,89%
Nikkei	40,0%	1,9%	5,6%	26,2%	19,22%

Trump continue à gagner de l'argent : grand bien lui fasse !

Trump gagne beaucoup d'argent depuis son retour à la Maison Blanche !

Selon une déclaration financière publiée mardi, Donald Trump a engrangé plus de 1,16 Md\$ grâce aux ventes de cryptomonnaies et aux redevances l'an dernier, lors de son retour à la présidence des États-Unis. Le président américain a engrangé 526,8 M\$ grâce à la vente de jetons de la société crypto familiale World Liberty Financial et a déclaré un revenu de 635 M\$ en redevances provenant d'un accord de licence avec « Celebration Coins ». Les documents divulgués montrent que Trump détient toujours 15,75 milliards de jetons World Liberty Financial, d'une valeur d'environ 900 M\$ malgré une forte baisse au cours de l'année écoulée. Ces révélations laissent également entendre qu'il détient toujours d'importantes quantités d'autres cryptomonnaies. Les documents indiquent qu'il a perçu plus de 33 M\$ provenant des ventes de World Liberty Financial en bitcoins et plus de 150 M\$ via la blockchain Ethereum. La déclaration annuelle, exigée par la loi et publiée par le Bureau de l'éthique gouvernementale, soulèvera de nouvelles questions quant aux conflits d'intérêts au sein de l'administration Trump. Ce document révèle également d'importantes transactions sur des actions américaines. Le rapport annuel 2025 a révélé l'ampleur de l'implication du président dans le secteur des cryptomonnaies, son administration ayant levé les restrictions imposées par l'ère Biden à ce secteur et mis fin aux poursuites judiciaires contre certaines de ses plus grandes entreprises. Mercredi, Trump a déclaré aux journalistes que de grandes institutions géraient ses investissements, ajoutant : Je ne leur parle pas. On croit rêver ! Je profite de la hausse du marché boursier, tout le monde en profite, a déclaré Trump. La porte-parole de la Maison Blanche, Anna Kelly, a déclaré : Ni le président ni sa famille ne se sont jamais impliqués, ni ne se impliqueront jamais, dans des conflits d'intérêts. En 2024, Trump a fait campagne pour faire des États-Unis la superpuissance mondiale du bitcoin, et ses fils, Eric Trump et Donald Trump Jr, ont cofondé World Liberty Financial avec les fils de Steve Witkoff, envoyé spécial de la Maison-Blanche. Après sa victoire, Trump a remplacé Gary Gensler à la tête de la Securities and Exchange Commission

La question de conflit d'intérêt se pose vraiment !

Beaucoup d'entreprises participent au financement de la Maison Blanche.

Et en plus, on nous prend pour des idiots !

Open AI serait prêt à céder 5% de son capital au gouvernement américain !

Vers une réglementation plus stricte du secteur de l'IA.

(SEC) par Paul Atkins, fervent défenseur des cryptomonnaies. Depuis, la SEC a abandonné ou conclu des accords à l'amiable avec des entreprises du secteur des cryptomonnaies comme Coinbase, qui ont contribué au fonds d'investissement de Trump et à la construction d'une salle de bal à la Maison-Blanche. En octobre, le Financial Times a rapporté que les entreprises de cryptomonnaies de la famille Trump avaient engrangé plus d'un milliard de dollars de bénéfices avant impôts l'année précédente. Les documents déposés révèlent que Meta a versé 24,5 M\$ au projet de bibliothèque présidentielle de Trump. Alphabet a donné 22 M\$ au Trust for the National Mall, qui collecte des dons d'entreprises pour la construction de la nouvelle salle de bal de l'aile Est de la Maison-Blanche. CBS et ABC ont chacune versé 16 M\$ à la bibliothèque de Trump. Un procès intenté contre Twitter et son fondateur, Jack Dorsey, a rapporté 8 M\$ supplémentaires à Trump. Ce pays est donc un pays très libéral ! La déclaration révèle également les revenus de Trump provenant des droits de licence, notamment 4,7 M\$ de redevances pour les montres Trump, 1,9 M\$ pour le livre de table basse Save America, 591 000 \$ pour un livre de photos Letters to Trump, 208 486 \$ pour la Bible du chanteur Lee Greenwood, 67 634 \$ pour des baskets et des parfums, et 35 920 \$ pour une guitare. Trump a également révélé avoir reçu des cadeaux, notamment 10 billets pour la Coupe du monde offerts par le président de la FIFA, Gianni Infantino, d'une valeur estimée à 15 000 \$. Il a également reçu une sculpture d'une valeur de 250 000 \$ intitulée « Monument de la Défiance » d'Anthony Constantino, directeur général de la société d'autocollants personnalisés Sticker Mule, qui a récemment remporté la primaire républicaine pour un siège à la Chambre des représentants américaine à New York avec le soutien de Trump. Non, il n'y a aucun conflit d'intérêt ! L'épouse du président, Melania Trump, a gagné 6 M\$ grâce aux ventes de jetons non fongibles et 10,7 M\$ grâce à son documentaire, Melania, qui a été acheté par Amazon. Un porte-parole de la Trump Organization a déclaré que cette information montrait que l'entreprise familiale bénéficiait d'une situation financière solide, soutenue par des actifs de grande valeur et de classe mondiale, une liquidité substantielle et un bilan prudent. On apprend ce matin, comble de tout, qu'OpenAI a évoqué la possibilité de céder 5% de son capital au gouvernement américain, alors que la start-up spécialisée dans l'IA, valorisée à 852 Md\$, cherche à lever les obstacles politiques en obtenant le soutien financier de l'administration Trump. Sam Altman, directeur général du créateur de ChatGPT, a fait valoir que donner au public une participation financière dans l'entreprise était le meilleur moyen de partager les avantages de l'IA et a suggéré une participation de cette ampleur lors des premières discussions avec l'administration. Dans quel monde vit-on ? L'accord proposé impliquerait que d'autres entreprises américaines spécialisées dans l'IA cèdent une participation similaire, bien qu'il ne soit pas certain que les autres laboratoires soient disposés à le faire. Accorder au gouvernement une participation au capital pourrait contribuer à garantir de bonnes relations avec l'administration et constituerait une tentative pour atténuer les répercussions politiques en partageant avec le public les richesses générées par l'IA. Les laboratoires d'IA sont confrontés à un environnement de plus en plus difficile à Washington, car le public et les politiciens américains sont de plus en plus préoccupés par la construction de vastes centres de données et les implications de l'IA sur l'emploi et la cybersécurité. OpenAI et son principal concurrent, Anthropic, ont récemment vu la publication de leurs modèles de pointe retardée par l'examen minutieux des autorités américaines, tandis que certains républicains et conseillers du président Donald Trump sont favorables à une réglementation beaucoup plus stricte du secteur. Les deux concurrents se préparent également à une introduction en bourse, ce qui élargirait leur base d'actionnaires et générerait des gains importants pour les investisseurs actuels, même si l'introduction en bourse d'OpenAI pourrait n'avoir lieu que l'année prochaine. Altman et d'autres dirigeants d'OpenAI ont suggéré que chacun des principaux développeurs d'IA américains consacre 5% de ses capitaux propres à un véhicule comme le Fonds permanent

de l'Alaska, un fonds souverain qui investit la richesse pétrolière de l'État en actions et verse des dividendes au gouvernement de l'État et à ses résidents. Ces entreprises pourraient inclure Anthropic ainsi que Google, Meta et d'autres, bien qu'il ne soit pas certain que l'un de ces groupes approuverait la proposition d'OpenAI. Après s'en être pris publiquement au PDG d'Intel, Trump a apporté son soutien au fabricant américain de puces après que le gouvernement a pris une participation de 10 %. Les discussions préliminaires entre le gouvernement et OpenAI n'en sont qu'à leurs débuts, et tout accord pourrait nécessiter une loi du Congrès pour être mis en œuvre, selon ces sources. Ces discussions laissent toutefois entrevoir un mécanisme potentiel de répartition des bénéfices financiers tirés de cette technologie. Selon plusieurs personnes au fait du dossier, Altman a mené des discussions actives avec l'administration au sujet de la question de la propriété publique, notamment avec Trump, le secrétaire au Commerce Howard Lutnick et le secrétaire au Trésor Scott Bessent. Le directeur d'OpenAI s'est également entretenu ces dernières semaines avec le sénateur démocrate Bernie Sanders. Ce dernier milite pour une nationalisation d'environ la moitié des parts de chaque entreprise américaine spécialisée dans l'IA, via un fonds souverain. OpenAI et Anthropic ont déjà suggéré, dans des propositions de politique économique, que des dispositifs tels que des fonds publics ou souverains pourraient être nécessaires à l'avenir pour distribuer des actions au public. En avril, OpenAI a proposé un fonds de richesse publique qui offre à chaque citoyen, y compris ceux qui n'investissent pas sur les marchés financiers, une participation à la croissance économique générée par l'IA. La Fondation OpenAI, branche à but non lucratif de l'entreprise, a déclaré en mai que dans un avenir dominé par l'IA, la société aura probablement besoin de nouvelles approches permettant aux individus de s'investir durablement dans les systèmes créateurs de valeur, citant notamment les fonds souverains ou publics. L'objectif n'est pas seulement d'aider les gens à traverser les changements économiques une fois les décisions prises, mais aussi de leur donner les moyens et la possibilité de participer à la mise en œuvre de ces changements.

Conclusions en matière d'investissement : Vers de nouvelles tensions pour les marchés !

L'économie américaine n'a pas atteint les objectifs de Wall Street en matière de création d'emplois en juin, qui tablaient sur 57 000 créations, en raison du ralentissement du marché du travail et de l'essoufflement de la vague d'embauches liée à la Coupe du monde, ce qui a incité les investisseurs à revoir à la baisse leurs prévisions de hausse des taux d'intérêt. Les chiffres publiés jeudi par le Bureau des statistiques du travail marquent une forte baisse par rapport aux 129 000 emplois créés en mai (chiffre révisé à la baisse) et représentent moins de la moitié des 115 000 prévus par les économistes interrogés par Bloomberg. Le chiffre des embauches d'avril a également été revu à la baisse, à 148 000, ce qui représente une reprise de 74 000 emplois au total en avril et mai. Les créations d'emplois en juin ont été les plus faibles de l'année, exception faite du recul observé en février en raison des conditions météorologiques, marquant un net ralentissement du marché du travail après trois mois d'embauches record.

En conclusion, difficile de participer à l'exhubérance actuelle des marchés financiers. Nous assistons à une reprise des tensions entre l'Ukraine et la Russie, une situation au Moyen-Orient très compliquée à analyser et des tensions sur les valorisations de certains actifs. Nous maintenons toujours une lecture très prudente des marchés car nous pensons que les résultats du premier semestre vont être décevants.

Le Congrès devrait être partie prenante de l'accord, donc il n'y a aucune évidence à cette réalité.

Les démocrates sont opposés à cette proposition.

Faiblesse de la création d'emplois aux Etats-Unis !

Poursuite d'un sentiment de prudence avec la résurgence des guerres et de possibles résultats semestriels décevants.